

MAIL POUR NOUS CONTACTER :
npacaenaglo@gmail.com

LE BLOG DU SECTEUR AUTO NPA :
www.npa-auto-critique.org

« Le gouvernement nous a menti tout au long »... « Traîtres »... « On est écœurés. Montebourg doit partir ! »... « On peut être le cauchemar de ce gouvernement comme on a été celui de Sarkozy »... « Le combat va monter en intensité. S'il faut cracher du feu dans la vallée, pour sauver les hauts-fourneaux, on le fera »...

Voilà comment s'exprimaient vendredi soir la colère et l'écœurement des ouvriers de Florange, suite à la déclaration du premier ministre qui désavouait publiquement les promesses d'Arnaud Montebourg. Donc ni nationalisation, même provisoire, ni cession du site de Florange à un repreneur... introuvable.

À la place, l'acceptation par le gouvernement des conditions de Mittal, enrobées d'un vague lot de consolation : « reclassement » de 630 salariés, mais toujours un plan de suppressions d'emplois avec « départs volontaires », cette nouvelle arnaque juridique pour déguiser les licenciements ; rien pour les intérimaires et ceux de la sous-traitance ; pas de remplacements de postes pour les départs en retraite. Sans compter, dimanche dernier, cette fuite venant de la direction annonçant l'extinction programmée des hauts fourneaux, qui a fait redoubler la colère.



Sous Hollande, comme sous Sarkozy

En 2008, Sarkozy avait promis : « Avec ou sans Mittal, l'Etat investira à Gandrange ». Un an plus tard, l'usine Arcelor de Gandrange fermait, laissant 600 travailleurs sur le carreau. Aujourd'hui, le gouvernement se partage les rôles : le bonimenteur Montebourg apporte des croissants aux ouvriers de Florange qui campent devant Bercy, et Ayrault s'arrange avec Mittal, qui se dit très satisfait de l'accord passé avec le gouvernement ! Comme hier, la bonne vieille méthode d'enfumage : agiter un leurre comme celui d'une « nationalisation » (provisoire !), en fait un rachat partiel à prix d'or d'une entreprise

par l'Etat, qui ne s'engage même pas à maintenir l'emploi. Alors que la seule méthode efficace à l'encontre d'un patron voyou dont la fortune personnelle s'élève à 16 milliards de dollars et qui s'est servi l'an dernier 2,3 milliards d'euros de dividendes, serait la confiscation pure et simple de l'entreprise, et sans indemnités, sous contrôle des salariés.

Menteurs... et maîtres chanteurs

Un peu partout des patrons voyous, d'ici ou d'ailleurs, ferment des usines ou annoncent des licenciements. Comme à PSA, avec la famille Peugeot !

Dans le même temps, on nous fait le chantage à l'emploi sous couvert « d'accords de compétitivité », comme chez Renault, ou en menaçant de renoncer à des investissements, comme chez Arkema. Le tout pour flexibiliser et précariser l'emploi, baisser les salaires, augmenter la charge de travail ou imposer du chômage partiel, tout en facilitant les licenciements par une remise en cause du Code du travail. Autant de reculs que le gouvernement voudrait généraliser et faire avaler aux confédérations syndicales, qui se prêtent au jeu truqué du « dialogue social ».

Les réactions d'amertume des ouvriers de Florange qui se sentent « trahis » rejoignent, dans une même colère, celles de tous les autres salariés confrontés aux mêmes mensonges, aux mêmes chantages, aux mêmes plans de casse de l'emploi, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Un peu partout en France, des travailleurs luttent pour les salaires ou contre les suppressions d'effectifs ; d'autres se battent le dos au mur pour empêcher la fermeture de leur entreprise. Ce n'est qu'en nous unissant tous ensemble dans un puissant mouvement de lutte dépassant le cadre d'une seule entreprise que nous pourrons imposer nos exigences.

Le froid, ça ralentit

Il fait de plus en plus froid. À la Logistique, on est bien placés pour le savoir, vu que nous faisons l'aller-retour entre l'atelier et l'extérieur sur nos cars. À défaut d'y souder un habitacle chauffé, nous avons demandé des gants et des chaussures de sécurité fourrés. Ils se font toujours attendre. Avec la chute du thermomètre, on risque de nous attendre dehors nous aussi de plus en plus.

Insécurité criminelle à PSA Sochaux

PSA a été condamné après 5 ans de procédure judiciaire où la direction a tout fait pour se défaire pour l'homicide involontaire sur un de ses salariés, Jean-Louis Sinelle, mort en 2007 après une fausse manœuvre sur une presse industrielle. L'inspecteur du travail et l'expertise judiciaire avaient tout d'eux montré que PSA était directement responsable de cet accident en ayant pas assez investi dans la sécurité de la presse industrielle. PSA est en récidive puisque son casier judiciaire est déjà bien rempli avec une condamnation pour homicide involontaire, et plusieurs pour accidents du travail.

Faudrait-il rappeler à PSA que les vies de ses salariés valent plus que ses profits ?

A PSA Mulhouse les Samedis de la colère...

Alors que la direction a demandé aux salariés de venir travailler tous les samedis matin du mois de décembre, dans le même temps elle annonce trois jours de chômage partiel pour ce même mois. Si les ventes florissantes de la C4 et de la DS4 obligent la direction à proposer des heures supplémentaires aux salariés, pourquoi avoir supprimé plus de 1500 postes en un an et annoncé 270 suppressions d'emplois en 2013 ? Tout en sachant que le mois de décembre pour tous les salariés de PSA rimera une fois de plus avec de longue période de chômage partiel. Défendre la répartition du travail entre toutes et tous, c'est encore le meilleur moyen de garantir nos conditions de travail et de lutter contre les licenciements.

Licenciés... mais pas battus !

Le site PSA de Moissy-Cramayel en Seine-et-Marne a fermé en juin dernier. 200 des 700 travailleurs ont été reclassés. 100 intérimaires ont été « remerciés ». Quant aux 400 restants, ils se sont vus imposer des départs soi-disant « volontaires ».

Le Parisien du 27 novembre rapporte qu'une trentaine de ces ex-salariés viennent de constituer un collectif pour attaquer aux prud'hommes leur licenciement déguisé. Procédure qui vient – avec d'autres – de valoir à PSA la 2^{ème} place au palmarès des entreprises socialement responsables de l'agence

Vigéo. Décidément, les salariés ne respectent plus rien...

Trop de pression et ça pète !

La production à Aulnay a été quasiment bloquée entre mardi soir et jeudi derniers. Dans un climat général de ralentissement de la cadence, 5 ouvriers du Ferrage avaient reçu des convocations à sanctions. Une centaine de collègues ont débrayé en réponse. Le mouvement s'étendant au fil des changements d'équipe et par contamination dans d'autres ateliers, la direction a finalement battu en retraite.

Pour vivre heureux, ils préféreraient vivre cachés

L'équipementier Faurecia, filiale de PSA, vient d'être condamné par le Tribunal de Grandes Instances de Paris à communiquer les chiffres sur la production de l'entreprise. Le type et le nombre de pièces produites, par quels sites, où elles sont vendues et pour combien, autant d'informations que les patrons préfèrent garder pour eux afin que personne ne mette le nez dans « leurs » affaires.

Pour avoir leur mot à dire dans ce qui les concerne en premier lieu et mieux contrer les sales coups des capitalistes, les travailleurs ont bien raison d'exiger de savoir ce qui se cache derrière le secret des affaires.

Encore un équipementier liquidé

Cimest employait une centaine de salariés à Rupt-sur-Moselle dans les Vosges et avait PSA pour principal client. Après 6 mois de procédures, le tribunal de commerce a finalement prononcé sa liquidation judiciaire. Les salariés n'ont pas pu contraindre le groupe Plastivaloire propriétaire de l'usine à prendre sur les 40 millions d'euros de profits de 2011. De petite ou de grosse entreprise, c'est tous ensemble qu'on fera payer les patrons.

Les ouvriers turcs ne se laissent pas faire

À l'usine Oyak-Renault, à Bursa en Turquie, malgré la corruption du syndicat unique, les salariés n'ont plus peur de riposter ! Syndicat et patron s'étaient accordés pour 18 % d'augmentation quand dans le même temps le prix du pétrole augmente de 50 % et que les conditions de travail se dégradent. 1 500 salariés se sont alors mis en grèves pour porter cette augmentation à 50 %. La seule réponse de la direction a été d'envoyer flics et vigiles pour mater la révolte. Résultat : 3 blessés graves et des dizaines de licenciés.

Alors si nos capitalistes croient trouver là-bas le paradis des exploités, nous pouvons parier sur la combativité des ouvriers turcs.